

Misère extrême et intérêts capitalistes,

La tragédie à Mayotte accuse ce système

La catastrophe qui vient de frapper Mayotte a de terribles conséquences. La totalité des bidonvilles ont été détruits. Plusieurs centaines de morts, impossibles aujourd'hui à compter, de très nombreux blessés, la menace de troubles sanitaires et d'épidémies sur une île déjà totalement délaissée. Plus du tiers des 300 000 habitants ont perdu leur logement.

Le cyclone Chido a été particulièrement puissant, mais la catastrophe révèle à quel point la majorité des habitants de Mayotte sont les parias de l'État français et de son mépris colonial.

La République « égale et fraternelle » leur refuse depuis des décennies les investissements minimum, laissant une grande partie de la population dans le dénuement, sans accès à l'eau potable ou à l'électricité. L'île est sous équipée, tant sur le plan de l'éducation que de la santé et des infrastructures. Par contre, la répression policière ne cesse d'augmenter au nom de la chasse aux clandestins venus de l'archipel des Comores dont Mayotte fait partie.

Une catastrophe qui révèle leur système

Le fraîchement promu 1er ministre Bayrou a annoncé « mobiliser l'ensemble des moyens » de l'État. Il a envoyé Retailleau flanqué de quelques dizaines de militaires pour assurer l'ordre. Mayotte est en effet une zone stratégique pour les classes dominantes françaises.

2000 militaires français stationnent à Mayotte et à la Réunion voisine pour contrôler les voies commerciales et la région. La population, elle, est vouée à la misère, sans les investissements minimum qui auraient pu sauver des vies. Aujourd'hui le manque d'eau potable prend une dimension aux conséquences encore plus terribles et révoltantes !

La tragédie met un peu plus en évidence l'égoïsme des riches, et leur parasitisme, les conséquences du capitalisme sur l'environnement et les risques climatiques.

Manœuvres politiciennes pour les intérêts capitalistes

La comédie politicienne que nous jouent depuis des semaines les Macron, Barnier, Retailleau, Bayrou et cie n'en

est que plus cynique. Tous ces compères-concurrents plongent les plus pauvres dans la catastrophe sociale pour servir les riches.

Bayrou cherche aujourd'hui à composer un prétendu « gouvernement d'intérêt général ». Le PS et les écologistes se prêtent à ce jeu tout en disant qu'ils n'en seront pas, rencontrant tantôt Macron, tantôt Bayrou. LFI cherche à se démarquer mais n'a d'autres perspectives que de nouvelles élections, dans le cadre de cette société sans remettre en cause ses fondements, la propriété privée capitaliste. Quant à Le Pen, elle se félicite de la censure et espère « faire son miel » de leur discrédit à tous amplifié par ces tractations, persuadée que la crise la rapproche du pouvoir... Elle postule à prendre en main les affaires de la bourgeoisie pour mettre au pas les travailleurs.

Derrière les manœuvres et calculs, ce sont des politiques d'austérité brutales contre les classes populaires qu'ils s'approprient tous à poursuivre et amplifier, au nom des difficultés économiques, des déficits, de la dette.

Face à eux, nos solidarités de travailleur-ses, prendre nos affaires en main

Face à la vague de licenciements, aux attaques sur les services publics, aux salaires bloqués, les directions syndicales sont impuissantes, incapables de rompre avec le « dialogue social » qui les lie au patronat et aux gouvernements. Les dernières déclarations de Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, en attestent, elle qui appelle Bayrou à une conférence sociale sur l'emploi afin de « prendre des mesures d'urgence pour sauvegarder l'industrie », voulant faire croire qu'il pourrait y avoir une solution dans des « conférences » avec les patrons !

Contre ces attaques, il n'y a pas d'autre solution que de préparer l'affrontement contre l'État et les patrons. La colère est bien là. Des grèves éclatent contre les licenciements, pour les salaires, contre la vie chère ou l'oppression comme en Martinique ou en Kanaky.

C'est d'en bas que viendront les réponses à leur système en faillite, en faisant nous-mêmes, entre travailleur-ses, de la politique pour nos intérêts collectifs.

Plateforme Industrielle Courrier (PIC)

Débrayage en équipe du matin, le feu couve toujours

La direction de la PIC devait donner une prime de 150 € pour chaque intégration d'un nouveau département. Alors que le département 16 était déjà intégré, c'était silence radio et slalom quand on demandait le délai de paiement.

Dans un contexte où les conditions de travail sont catastrophiques et accidentogènes, une grande majorité des salariés du matin et des fonctionnaires ont voulu se faire entendre pour exiger des réponses. Après deux débrayages réussis, la direction a fini par devoir s'expliquer. Pour la prime, on « avait mal compris, on l'a déjà eu » !

La direction veut nous faire avaler ça ? Ce qu'elle a mal compris c'est qu'on n'est pas près de la lâcher.

Même travail, même salaire, non ?

La Poste joue une pièce de théâtre devant nos yeux. Elle veut nous faire croire que les caisses sont vides. Pour en faire la démonstration, tous les grands chefs sont envoyés pour travailler en production. Nos collègues des services supports eux n'ont pas le choix et doivent suivre.

Nos nouveaux collègues de la direction touchent 3 000 ou 4 000€ par mois pour faire le même boulot que nous. Alors il n'y a pas de raison : même travail, même salaire, 3 000€ pour tous les agents de production !



Mondelez

Une misère

A Mondelez, les NAO (négociations annuelles obligatoires) ont débouché sur... 2,1% d'augmentation générale.

Il paraît qu'on devrait être content car c'est juste un peu au-dessus de l'inflation « officielle ». Ah bon ? Mais en vrai les prix ont augmenté de plus de 20 % sur quelques années, avec des bons gigantesques pour l'énergie, l'alimentation, les mutuelles, etc., et nos salaires sont loin d'avoir suivi !

En prime, on nous dit que les affaires seraient compliquées, car les négociations commerciales ont duré des mois en 2024 et cela a eu un impact sur le tonnage cette année dans les usines au niveau de la France.

Mais la faute à qui ? C'est nous qui devrions payer pour les manœuvres de l'industrie alimentaire et de la grande distribution en concurrence pour faire du fric sur notre dos et sur ceux des consommateurs ?

Inutile de faire les pleureuses. Ce sont toujours les mêmes qui veulent s'en mettre plein les poches au détriment des salariés qui eux bossent et n'attendent pas que ça tombe !

Partout

Rendez les sous !

Depuis un moment, les agences d'intérim ont pris l'habitude de mettre les indemnités de fin de mission des intérimaires sur un Compte Épargne Temps. Un « service » et une bonne affaire paraît-il, puisqu'il y a 5 % d'intérêts à la clef...

Mais vu la galère pour récupérer l'argent de ce compte, ça doit être surtout une très bonne affaire pour les agences elles-mêmes.

La Justice au service des intérêts patronaux

L'inspecteur du travail vient d'autoriser le licenciement de Kamala, déléguée syndicale CGT à l'Ehpad Notre Dame de Bonne Espérance pour « trouble objectif », tout simplement pour avoir exercé son mandat d'élu(e), défendu ses collègues, dénoncé une direction aux pratiques autoritaires sur le personnel.

Le même jour, la cour d'appel de Bordeaux condamnait deux militants et responsables de la CGT Énergie à 9 mois de prison avec sursis, suite à des coupures de courant durant le mouvement contre la réforme des retraites. En janvier dernier, le tribunal correctionnel avait décidé de les relaxer. Mais le parquet avait alors fait appel : pas question de laisser passer !

Une justice de classe au service des patrons, bien décidée à ne pas laisser croire qu'on peut contester impunément leur système. Ces jugements iniques ne feront qu'aviver la colère contre les patrons et leurs défenseurs au sein de l'État.

La santé, c'est hors de prix !

Même si le budget de la Sécu est reporté pour cause de censure, une chose est sûre, nos mutuelles flambent : 12 à 15 % d'augmentation en moyenne, après deux ans d'augmentations importantes !

En prévoyant de diminuer les remboursements des consultations et des médicaments de 5 % par l'Assurance maladie, l'ancien gouvernement continuait de laisser une part de plus en plus grande aux mutuelles.

L'an dernier, après un transfert de 500 millions d'euros lors du déremboursement d'une grande partie des frais dentaires par la sécurité sociale, les mutuelles ont augmenté leurs tarifs de 8 %, soit 4 milliards d'euros... Une aubaine !

Les retraités et tous ceux qui n'ont pas de mutuelles paient cette politique au prix fort, comme l'ensemble d'entre nous, avec l'augmentation des prélèvements et la diminution sur la feuille de paie !

D'année en année, la sécurité sociale dérembourse davantage au prix d'une individualisation de la santé et surtout d'une dégradation de l'accès aux soins pour tout le monde. Il y en a assez de cette politique de privatisation et de financiarisation de la santé !